Rapport 2012 de HRW : Escalade des violences politiques au Burundi

@rib News, 24/01/2012Â«Â La violence sâ€™est intensifiÃ©e au Burundi en 2011, alors que la situation politique du pays nâ€™ pu Ãªtre stabilisÃ©eÂ Â», a dÃ©clarÃ© Human Rights Watch aujourd'hui dans son Rapport mondial 2012, prÃ©sentÃ© lundi. Le rapport de 676 pages (version franÃ§aise abrÃ©gÃ©e, 158 pages), consacrÃ© Ã lâ€™examen annuel par Human Rights Watc pratiques en matiÃ¨re de droits humains Ã travers le monde, rÃ©sume les principales tendances relatives Ã ces droits dans plus de 90 pays. Ce document reflÃ¨te le travail d'investigation approfondi rÃ©alisÃ© en 2011 par le personnel de Human Rights Watch.Ci-aprÃ¨s lâ€™intÃ©gralitÃ© du Chapitre consacrÃ© au Burundi dans Â le Rapport mondial 2012 de Human Righ Watch.

Burundi Ã‰vÃ©nements de 2011La violence sâ€™est intensifiÃ©e au Burundi en 2011, alors que la situation politique du pays pas pu Ãªtre stabilisÃ©e. Le nombre de meurtres commis rÃ©ciproquement par des membres du Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie-Forces pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie (CNDD-FDD) et l'ancien groupe rebelle des Forces nationales de libÃ©ration (FNL) a augmentÃ©, en particulier Ã Bujumbura, la capitale, et dans la province de Bujumbura rural. L'impunitÃ© pour ces crimes reste l'un des obstacles les plus sÃ©rieux Ã la paix. Lâ€™Ã©pisode le plus meurtrier de lâ€™ eu lieu en septembre Ã Gatumba, prÃ¨s de la frontiÃ¨re congolaise.L'espace politique en 2011 a continuÃ© de rÃ©trÃ©cir, le CNDD-FDD conservant une position de quasi-monopole suite au boycott par les principaux partis d'opposition des Ã©lections de 2010. Le gouvernement a continuÃ© de harceler et dâ€™intimider les journalistes, les avocats et les acteurs de la sociÃ©tÃ© civile qui ont dÃ©noncÃ© les abus, les qualifiant souvent de partisans de l'opposition.La crÃ©ation d'une Commissio nationale indÃ©pendante des droits de lâ€™homme (CNIDH), dont les membres ont prÃªtÃ© serment en juin, a Ã©tÃ© une Ã©t positive, mais le financement des activitÃ©s de la CNIDH en 2011 a Ã©tÃ© insuffisant.L'espace politiqueLe CNDD-FDD a continuÃ© de dominer l'espace politique, tout en envoyant des messages contradictoires Ã l'opposition. D'une part, le prÃ©sident Pierre Nkurunziza, lors de son discours du Jour de l'IndÃ©pendance le 1er juillet, a lancÃ© un appel aux leaders de l'opposition en exil Ã rentrer au Burundi pacifiquement, et Ã contribuer Ã la construction du pays. D'autre part, le gouvernement et l'opposition ont Ã©tÃ© incapables de s'entendre sur les conditions prÃ©alables pour le dialogue, malgrÃ© les appels internationaux Ã le faire. La situation a Ã©tÃ© exacerbÃ©e par le dÃ©sarroi de l'opposition et le manque de reconnaissance officielle de la coalition d'opposition, ADC-Ikibiri.Escalade des violences politiquesAprÃ¨s leur retrait du processus politique en 2010, certains membres des FNL ont Ã nouveau pris les armes et ont commencÃ© Ã lancer des attaques Ã l'intÃ©rieur du Burundi et depuis la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo, pays voisin du Burundi. Un certain nombre d'autres groupes armÃ©s inconnus ont Ã©galement Ã©mergÃ©. En rÃ©ponse, le CNDD-FDD a augmentÃ© les attaque contre les membres â€“ actuels et anciens â€“ des FNL, notamment grÃ¢ce Ã sa ligue des jeunes Imbonerakure et au Service national de renseignement (SNR).Tant des dirigeants que des simples membres des FNL ont Ã©tÃ© la cible dâ€™assassinats. Audace Vianney Habonarugira, commandant dÃ©mobilisÃ© des FNL, a Ã©tÃ© abattu en juillet 2011. Il avait d'abord Ã©tÃ© griÃ¨vement blessÃ© par balle par un policier en mars 2011, et il avait Ã©tÃ© menacÃ© Ã plusieurs reprises et recherchÃ© par agents de sÃ©curitÃ© de l'Ã‰tat dans les mois prÃ©cÃ©dant sa mort. DÃ©dithe Niyirera, reprÃ©sentant des FNL dans la provi Kayanza, a Ã©tÃ© tuÃ© Ã Kayanza fin aoÃ»t aprÃ¨s avoir reÃ§u plusieurs menaces de mort. MÃ©dard Ndayishimiye, un chef local des FNL dans la province de Mwaro qui avait Ã©galement Ã©tÃ© menacÃ©, a Ã©tÃ© retrouvÃ© mort dans la province de Rutana en octobre aprÃ¨s avoir Ã©tÃ© enlevÃ© dans la ville de Gitega oÃ¹ il avait trouvÃ© refuge. Des combattants dÃ©mobilis des FNL ont Ã©galement Ã©tÃ© poussÃ©s Ã rejoindre le SNR et les Imbonerakure sous peine de mort, dans un effort pour recruter des membres pouvant plus facilement identifier les membres anciens et actuels des FNL. Nombre de membres et d'anciens membres des FNL sont entrÃ©s dans la clandestinitÃ© aprÃ¨s avoir reÃ§u des menaces.En rÃ©ponse Ã ces attaques, des groupes armÃ©s, dont certains seraient associÃ©s avec les FNL, ont augmentÃ© les attaques contre des membres et des responsables locaux du CNDD-FDD. On compte parmi les victimes Pascal Ngendakumana et Albert Ntiranyibagira, deux membres subalternes du CNDD-FDD, tuÃ©s le 6 avril par des individus qui seraient associÃ©s avec les FNL.Le 18 septembre, des hommes armÃ©s ont tuÃ© environ 40 personnes dans un attentat contre un bar Ã Gatumba, dans la province de Bujumbura rural. Câ€™Ã©tait le plus grand massacre commis dans le pays depuis plusieurs annÃ©es. La majorit des victimes n'Ã©taient pas connues comme Ã©tant affiliÃ©es Ã un parti politique en particulier. Neuf jours plus tard, les services de renseignement ont imputÃ© la responsabilitÃ© de l'attaque Ã des dirigeants des FNL. Toutefois, les conclusions de la commission d'enquÃªte n'ont pas encore Ã©tÃ© publiÃ©es.ImpunitÃ©AprÃ¨s les massacres de Gatumba, le PrÃ©sident Nkurunziza a annoncÃ© que le gouvernement allait retrouver les auteurs en un mois. Une commission spÃ©ciale a Ã©tÃ© crÃ© pour mener une enquÃªte et celle-ci a soumis son rapport au procureur gÃ©nÃ©ral en octobre. Ã€ la fin octobre, 20 personnes Ã©taient en dÃ©tention provisoire dans le cadre de l'attaque de Gatumba. D'autres commissions ont Ã©tÃ© crÃ©Ã©es depuis l 2010 pour enquÃªter sur les exÃ©cutions extrajudiciaires et autres abus commis avant, pendant et depuis les Ã©lections de 2010. Ã€ ce jour, aucune de ces commissions nâ€™a encore publiÃ© ses rÃ©sultats.Presque tous les assassinats politiques commis par des individus affiliÃ©s avec le CNDD-FDD ou les forces de sÃ©curitÃ© ont Ã©tÃ© perpÃ©trÃ©s en toute impunitÃ© certains cas, la police ou le parquet ont ouvert des enquÃªtes, mais celles-ci ont rarement conduit Ã des arrestations. Lorsque lâ€™on soupÃ§onnait que des crimes avaient Ã©tÃ© perpÃ©trÃ©s par des groupes d'opposition, la rÃ©ponse typique gouvernement Ã©tait de cibler arbitrairement des membres ou anciens membres des FNL, mÃªme quand il n'y avait aucune preuve crÃ©dible que les individus punis Ã©taient responsables de ces crimes.Les audiences pour le meurtre d'Ernest Manirumva, vice-prÃ©sident de lâ€™organisation anti-corruption OLUCOME, sont au point mort depuis 2010. Onze suspects demeurent en dÃ©tention prÃ©ventive depuis 2009, alors que des suspects membres de haut niveau des forces de sÃ©curitÃ© n'ont toujours pas Ã©tÃ© interrogÃ©s.Les journalistes, les militants de la sociÃ©tÃ© civile et les avocatsJean Cla Kavumbagu, un journaliste accusÃ© de trahison aprÃ¨s son article de 2010 mettant en cause la capacitÃ© de l'armÃ©e Ã rÃ©pondre aux attaques d'Al-Shabaab, a Ã©tÃ© libÃ©rÃ© le 13 mai 2011. Il a Ã©tÃ© reconnu coupable de Â«publication d'un a susceptible de porter atteinte au crÃ©dit de l'Ã‰tat ou Ã l'Ã©conomieÂ» et condamnÃ© Ã huit mois de prison, mais a Ã©tÃ© li aprÃ¨s le procÃ¨s car il avait dÃ©jÃ passÃ© dix mois en dÃ©tention provisoire.Bob Rugurika, rÃ©dacteur en chef de la Radio

Publique Africaine (RPA), a Ã©tÃ© convoquÃ© au parquet Ã de nombreuses reprises et interrogÃ© sur les Ã©missions de la R
Il a Ã©tÃ© accusÃ© de diffuser des informations qui Â« incitent la population Ã la dÃ©sobÃ©issance civile Â» et Â« incitent Ã l
ethnique Â», suite Ã des programmes de radio qui appelaient au dialogue avec l'opposition. Rugurika a Ã©galement Ã©tÃ©
questionnÃ© au sujet de programmes qui traitaient de la composition d'un comitÃ© mis en place par le gouvernement pour
prÃ©parer une Commission vÃ©ritÃ© et rÃ©conciliation. Patrick Mitabaro, rÃ©dacteur en chef de Radio Isanganiro, a Ã©galem
Ã©tÃ© convoquÃ© aprÃ¨s que sa station a diffusÃ© une interview avec l'ancien porte-parole du parti FRODEBU, Pancrace
Cimpaye. Il a Ã©tÃ© accusÃ©, entre autres, de diffuser des informations qui pourraient affecter la sÃ©curitÃ© de l'Ã‰tat. Aucun
deux journalistes nâ€™a Ã©tÃ© inculpÃ©.Le Conseil national de sÃ©curitÃ© a dÃ©crÃ©tÃ© un black-out mÃ©diatique dâ€™u
massacre de Gatumba, interdisant aux journalistes de publier, commenter ou faire des analyses en rapport avec
lâ€™incident, ainsi que tout autre dossier en cours dâ€™instruction. Cinq stations de radio et un journal ont briÃ¨vement dÃ©fiÃ
ordre.Des dirigeants de la sociÃ©tÃ© civile ont Ã©galement Ã©tÃ© harcelÃ©s par les autoritÃ©s et accusÃ©s de pactiser avec
l'opposition. Pierre-Claver Mbonimpa, prÃ©sident de l'organisation de droits humains APRODH, et Gabriel Rufyiri,
prÃ©sident de l'OLUCOME, ont Ã©tÃ© maintes fois convoquÃ©s par le parquet Ã des fins dâ€™interrogatoire, mais n'ont Ã©tÃ
inculpÃ©s d'aucune infraction. Ã€ la fin aoÃ»t, le prÃ©sident Nkurunziza a publiquement mis en garde les organisations de la
sociÃ©tÃ© civile dans une rÃ©ponse Ã leurs critiques de la pression exercÃ©e par l'Ã‰tat sur les journalistes, les avocats et le
militants de la sociÃ©tÃ© civile.En avril, le gouvernement a refusÃ© de permettre aux dirigeants de la sociÃ©tÃ© civile de
manifester pour demander justice pour Manirumva. Lorsque les organisations ont tentÃ© de dÃ©filer sans autorisation, deux
membres ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s et dÃ©tenus pendant plusieurs heures avant d'Ãªtre libÃ©rÃ©s.Les autoritÃ©s Ã©tatiques sâ€™
Ã©galement prises aux avocats. Le 15 juillet, lâ€™avocate Suzanne Bukuru a Ã©tÃ© arrÃªtÃ©e sur des accusations d'espionna
aprÃ¨s avoir facilitÃ© un entretien entre ses clients et des journalistes. Isidore Rufyikiri, prÃ©sident du barreau des avocats
du Burundi, a Ã©tÃ© arrÃªtÃ© le 27 juillet sur des accusations dâ€™ Â« insulte Ã magistrats Â» aprÃ¨s avoir organisÃ© un
rassemblement pour la dÃ©fense de Suzanne Bukuru. Celle-ci a Ã©tÃ© libÃ©rÃ©e le 1er aoÃ»t et les charges ont Ã©tÃ©
abandonnÃ©es. Rufyikiri a Ã©tÃ© libÃ©rÃ© le 4 aoÃ»t aprÃ¨s avoir payÃ© une amende.FranÃ§ois Nyamoya, avocat et porte-p
du parti d'opposition Mouvement pour la solidaritÃ© et la dÃ©mocratie (MSD), a Ã©tÃ© arrÃªtÃ© le 29 juillet sur des accusation
de subornation de tÃ©moins lors dâ€™un procÃ¨s pour meurtre en 2004. Ã€ ce jour, il demeure en dÃ©tention. Nyamoya, qui e
Ã©galement l'avocat du journaliste Rugurika de la RPA, avait dÃ©jÃ Ã©tÃ© arrÃªtÃ© en 2010 sur des accusations dâ€™ Â« at
sÃ»retÃ© de l'Ã‰tat.Â»La Commission nationale indÃ©pendante des droits de lâ€™hommeLa CNIDH a commencÃ© Ã travail
juin et a publiÃ© sa premiÃ¨re dÃ©claration sur une exÃ©cution extrajudiciaire prÃ©sumÃ©e par la police. Cependant, le
financement des activitÃ©s de la Commission en 2011 a Ã©tÃ© insuffisant. Suite Ã la pression exercÃ©e par le gouvernement
burundais et dâ€™autres gouvernements africains, le Conseil des droits de lâ€™homme des Nations Unies (CDH) a accÃ©lÃ©r
fin du mandat de l'expert indÃ©pendant des Nations Unies sur la situation de droits humains au Burundi, en sâ€™appuyant sur
le fait qu'une commission nationale des droits de lâ€™homme avait Ã©tÃ© crÃ©Ã©e.Justice transitionnelleAprÃ¨s des annÃ©es
retard, des mesures ont Ã©tÃ© mises en place assez rapidement pour prÃ©parer la crÃ©ation d'une Commission vÃ©ritÃ© et
rÃ©conciliation (CVR) pour traiter les crimes graves commis au Burundi depuis 1962. Le gouvernement a nommÃ© un
comitÃ© technique en juillet pour crÃ©er une structure pour une CVR, et en octobre, le comitÃ© a soumis son rapport au
prÃ©sident. Ã€ ce jour, le rapport n'a pas encore Ã©tÃ© publiÃ© officiellement. Le gouvernement ne sâ€™est pas engagÃ© Ã
tribunal spÃ©cial pour enquÃªter sur les crimes de guerre passÃ©s.Principaux acteurs internationauxLe 1er janvier, le
Conseil de sÃ©curitÃ© a adoptÃ© une rÃ©solution revoyant Ã la baisse les effectifs du Bureau des Nations Unies au Burundi
(BNUB). La rÃ©duction du personnel a affectÃ© la capacitÃ© du BNUB en ce qui concerne lâ€™observation des droits
humains.En juin, l'expertindÃ©pendant des Nations Unies sur lasituation de droits humains au Burundia prÃ©sentÃ©
sonpremier rapportdepuis septembre 2008.Des reprÃ©sentantsdu Burundi etle Groupe africainauCDHavaientbloquÃ© Ã
plusieurs reprises les tentativesde publicationprÃ©cÃ©dentes.L'expert a appelÃ© Ã des mesurespour mettre fin Ã l'impunitÃ© e
promouvoir un plus grand respect dela libertÃ© d'expression.Des diplomates internationaux Ã Bujumbura ont continuÃ© de
suivre les procÃ©dures judiciaires de grande envergure, notamment celle de Jean Claude Kavumbagu. En mai, des
diplomates europÃ©ens au Burundi, dans une dÃ©claration commune, se sont dit prÃ©occupÃ©s par des rapports d'exÃ©cution
extrajudiciaires et de torture en 2010 et 2011. Le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de l'ONU et plusieurs gouvernements, notamment
ceux des Ã‰tats-Unis et de la Belgique, ont condamnÃ© l'attaque de Gatumba et appelÃ© Ã une enquÃªte. Le DÃ©partement
pour le DÃ©veloppement International (DFID) du Royaume-Uni a annoncÃ© qu'il allait fermer son programme d'aide au
Burundi en 2012, invoquant de nouvelles prioritÃ©s internes. D'autres bailleurs de fonds internationaux ont exprimÃ© des
craintes relatives Ã la corruption de l'Ã‰tat.Lire l'intÃ©gralitÃ© du Rapport